le monde
libertaire
hebdomadaire

rédaction
administration
3 rue ternaux
75011 paris
tel: 805 34.08
ccp publico
1128915 paris

N° 304 JEUDI 8 MARS 1979 4 F

Organe de la Fédération Anarchiste

(Adhérente à l'Internationale des Fédérations Anarchistes)

UNIVERSITÉ DE PARIS (R.D.L.)

« Le capitalisme et le marxisme portent la guerre comme la nuée porte l'orage »

Jean JAURÈS
(revu et corrigé)

COMMUNIQUÉ

Ce ne sont pas les délibérations du conseil de l'ONU, ni les divers « accords » conclus entre les états-majors gouvernementaux qui mettront fin à la guerre sino-vietnamienne.

Cette guerre, engagée par des gouvernants se rattachant à une même idéologie, dévoile l'absurdité et l'incrédibilité d'un internationalisme marxiste. Ces privilégiés, comme tout chef d'Etat, envoient des hommes au combat pour leurs intérêts particuliers et nationaux.

L'issue véritable à cette guerre demeure entre les mains des travailleurs eux-mêmes. Leur refus de s'entretuer pour les seuls intérêts des différentes castes marxistes, est le préalable fondamental à une paix déterminée par les populations concernées.

FÉDÉRATION ANARCHISTE

SOUSCRIVEZ
POUR LE MONDE LIBERTAIRE HEBDOMADAIRE

FOP 2520

Sur le front des guerres politiques et économiques

Le conservatisme et le nationalisme, voilà les ennemis !

LES médiocres combines politiciennes de Chirac et de ses acolytes qui, pendant 24 heures, ont rempli les colonnes de nos journaux, comme les craquements qui ont retenti à l'échelle de la planète lorsque les armées chinoises ont franchi le rubicon au Vietnam, donnent bien la mesure de la crise d'épilepsie qui secoue les politiciens les plus médiocres lorsque l'apocalypse se profile à l'horizon. Et si le tragique ne l'emportait pas, c'est bien la bouffonerie des insectes de la politique, englués dans leurs astuces de pacotille, qui devrait attirer l'attention des foules.

Depuis la fin de la dernière guerre mondiale, la société internationale était figée derrière les barrières établies à Yalta. Naturellement, de temps à autres, les fauves sortaient leurs griffes, mais les déchirures laissaient en place l'essentiel, c'est-à-dire les groupes de nations qui s'épiaient à l'abri des grandes idéologies protégeant leur vertu et justifiant leurs méfaits.

La digestion massive des territoires et des marchés économiques dont ils s'étaient empiffrés à la suite du partage du monde de 1945, les maintenait dans une relative modération et chaque fois qu'un de leurs satellites mordait le trait et risquait de précipiter les peuples dans une nouvelle catastrophe, on les voyait colmater les brèches et, tel Sisyphe, remonter le rocher pour consolider l'édifice!

Mais l'immobilisme contre nature ne dure qu'un temps, les lois de l'évolution jouent pour les peuples comme pour les êtres et aujourd'hui le consensus établi il y a trente-cinq ans sur le dos des vaincus craque de toute parts. Les structures et les idéologies qui garantissaient leur pérénité se déglinguent sous les yeux ahuris des hommes politiques qui courent dans tous les sens pour colmater les brèches, brandissant ces deux armes qui ont fait leur preuve au cours de l'histoire : le conservatisme et le nationalisme.

(suite page 5)

Liste et permanences des groupes de la Fédération Anarchiste

PROVINCE

ALLIER : MOULINS
ALPES-MARITIMES : ANTIBES
AUBE : TROYES
B.-D.-R. : MARSEILLE-AIX
CALVADOS : HÉROUVILLE-CAEN
DOUBS : BESANÇON
EURE-ET-LOIR : GROUPE BEAUCERON
GARD : GROUPE DÉPARTEMENTAL
GIRONDE : BORDEAUX-CADILLAC
ILLE-ET-VILAINE : RENNES
INDRE-ET-LOIRE : TOURS
ISÈRE : GRENOBLE
LOIRE-ATLANTIQUE : NANTES
LOT : GROUPE DÉPARTEMENTAL
LOT-ET-GARONNE : FUMEL-AGEN
MAINE-ET-LOIRE : ANGERS
MANCHE : ST-LÔ
MORBIHAN : LORIENT
NIÈVRE : NEVERS

ORNE : LA FERTÉ MACÉ-FLERS
PYRÉNÉES-ATLANTIQUES : BAYONNE - BIARRITZ
RHÔNE : LYON
HAUTE-SAVOIE : ANNECY ANNEMASSE
SEINE-MARITIME : ROUEN - LE HAVRE
SOMME : AMIENS
TARN-ET-GARONNE ET AVEYRON : VILLEFRANCHE DE ROUERGUE
VAR : RGION TOULONNAISE
YONNE : FÉDÉRATION DÉPARTEMENTALE
HTE-VIENNE : LIMOGES

BELGIQUE
SUD—LUXEMBOURG

* * *

LIAISONS PROFESSIONNELLES

— LIAISON INTER-ENTREPRISES DES ORGANISMES SOCIAUX
— LIAISON DES POSTIERS
— LIAISON DES CHEMINOTS (édite *Voie Libre*)
— LIAISON DU LIVRE
— CERCLE INTER-ENTREPRISES DE CALBERSON (Paris 18e)
— CERCLE INTER-BANQUES

RÉGION PARISIENNE

PARIS : 10 groupes répartis dans les arrondissements suivants : 2e, 5e, 10e, 11e, 13e, 14e, 15e, 16e, 18e, 19e, 20e.

BANLIEUE SUD

— FRESNES-ANTONY
— GROUPE ESTUDIANTIN DE FRESNES-ANTONY
— MASSY PALAISEAU
— ATELIER DU SOIR
— ORSAY BURES
— SAVIGNY SUR ORGE CORBEIL ESSONES
— BRUNOY ET LIAISON SEINE-ET-MARNE
— DRAVEIL

BANLIEUE EST

— GAGNY, NEUILLY SUR MARNE, CHELLES
— MONTREUIL

BANLIEUE OUEST

— NANTERRE, RUEIL
— VERNEUIL, LES MUREAUX
— ISSY LES MOULINEAUX, BOULOGNE-BILLANCOURT, MEUDON

BANLIEUE NORD

— VILLENEUVE LA GARENNE ST-OUEN
— ASNIÈRES
— COURBEVOIE, COLOMBES
— SEVRAN, BONDY
— ARGENTEUIL

LIAISONS

De l'Aisne, Aubenas, La Rochelle, Saintes, Marennes-Oléron, Salon, des Ardennes, Grasse, Vierzon, Bégard, Concarneau, Brest, Montpellier, Bourgoin, Orléans, Cherbourg, Chinon, Chaumont, St-Sever, Vendôme, Montoire, Blois, St-Etienne, Le Puy, Laval, Metz, Valenciennes, Creil, Clermont-Ferrand, Nord Seine-et-Marne, Maule, La Roche/Yon, Montauban, Poitiers, Nord de la Haute-Vienne, Epinal, Noyon.

Groupe de Tours : *les seconds et quatrièmes lundis du mois, de 20 à 22 h, au 10, rue Jean Macé à Tours.*

Groupe de Rennes : *le jeudi de 19 h 30 à 20 h 30 à la M.J.C., rue de la Pailette.*

Groupe Kropotkine d'Argenteuil : *les premiers et troisièmes samedis de chaque mois, de 15 h 30 à 18 h 30, 28 rue Carème Prenant, à Argenteuil (au fond de la cour).*

Groupe Paul Mauget d'Angers : *tous les vendredis de 17 à 19 h à la librairie* La tête en bas *- 17, rue des Poëliers à Angers.*

Groupe de Marseille : *le samedi de 14 h 30 à 17 h au local de* Culture et Liberté *72, Bd. Eugène Pierre à Marseille.*

Groupe Orsay-Bures : *les seconds et quatrièmes vendredis de chaque mois, à la Maison pour Tous de Courdimanche, Les Ulis, de 20 h à 22 h, salle Charlie Chaplin.*

Groupe Hédonien de Fumel : *point de rencontre possible, au bar de l'Arnaque, 17, rue Léon Jouhaux, tous les soirs après 21 h.*

Région toulonnaise : *le samedi de 15 h 30 à 19 h au loacl du cercle Jean Rostand, rue Montebello à Toulon.*

Groupe Jacob : *le lundi de 18 h à 20 h et le samedi de 14 à 16 h, au 51 rue de Lappe, Paris 11e.*

Groupe Louise Michel : *tous les samedis de 17 h 30 à 19 h, au 10 rue Robert Planquette, Paris 18e.*

Groupe Emma Goldman : *le jeudi de 17 à 20 h et le samedi de 16 à 18 h, au 51, rue de Lappe, Paris 11e.*

Groupe Proudhon de Besançon : *au local du groupe, 97 rue Battant, le mercredi de 18 h 15 à 20 h et le samedi de 15 h à 17 h.*

Groupe de Lyon : *tous les samedis à partir de 15 h au local ACLR (rez-de-chaussée) 13, rue Pierre Blanc à Lyon.*

Groupe La Boétie : *les seconds et quatrièmes mercredis de chaque mois à 20 h 30, Centre administratif, mairie d'Asnières.*

Groupe Jules Durand, Le Havre et sa région : *dans les locaux du Cercle d'Etudes Sociales, 16 rue Jules Tellier au Havre. Le lundi de 14 à 19 h, le mercredi de 15 à 19 h, le samedi de 15 à 19 h.*

Groupe Germinal : *tous les jeudis de 19 à 20 h au café* Le Métropole, *avenue de la République à Issy les Moulineaux (face au terminus des bus 126 et 190). Tous les mardis de 19 à 20 h, petite salle du patronage laïc, 72 avenue Félix Faure, Paris 15e (métro : Boucicaut).*

Groupe Sébastien Faure de Bordeaux : *le mercredi de 18 à 20 h et le samedi de 14 à 18 h, en son local 7 rue du Muguet à Bordeaux.*

Groupe Fresnes-Antony : *tous les jours de 10 à 20 h, le dimanche de 10 à 13 h, au 34 rue de Fresnes à Antony.*

Groupe d'Amiens : *tous les mercredis de 20 à 21 h, 13 rue Corrée (quartier St-Roch) à Amiens.*

Groupe Voline : *26, rue Piat-Paris 20e. Tous les samedis de 14 à 16 h.*

Groupe Elisée Reclus d'Aix-en-Provence : *tous les samedis de 10 à 13 h à la table de presse tenue devant le palais de Justice, et tous les mercredis de 10 à 16 h dans le hall de la fac de Lettres.*

PERMANENCE ANTIMILITARISTE
Chaque samedi de 13 à 15 heures
Librairie Publico - 3, rue Ternaux-75 011 PARIS

Pour tout contact, écrire aux Relations Intérieures
3, rue Ternaux - 75 011 PARIS

Permanence le samedi à cette adresse de 15 à 19 h

Un groupe est en voie de constitution à Hénin-Beaumont (62). Nous invitons tous les camarades et les sympathisants du coin à nous contacter.

Une liaison s'est créée dans les Ardennes, que les libertaires du département peuvent contacter.

Une liaison s'est constituée à Aubenas dans l'Ardèche.

Un groupe est en formation sur Bastia en Corse.

Une liaison est en formation à Parthenay dans les Deux-Sèvres.

Une liaison est en formation à Aubenas en Ardèche.

Un groupe est en formation à Hénin-Beaumont dans le Pas-de-Calais.

Une liaison est en formation à Noyon dans l'Oise.

Pour tous ces groupes et liaisons, les contacter par l'intermédiaire des RI, 3 rue Ternaux, Paris 11e.

Les deux groupes d'Angers de la Fédération Anarchiste et des libertaires inorganisés organisent avec la participation de la librairie « La tête en bas »

DES JOURNÉES LIBERTAIRES

du 3 au 17 mars à Angers

Programme

Samedi 3 mars
soirée avec le chanteur Alain Moisan
20 h 30, salle Bellefontaine

Mardi 6 mars - 20 h
débat sur l'éducation libertaire avec J.M. Raynaud
salle Ferry

Vendredi 9 mars
débat sur le féminisme avec la participation de femmes éditant le journal *Colères*
librairie « La tête en bas »

Samedi 10 mars
débat sur le syndicalisme avec le groupe anarcho-syndicaliste de Rouen
la CNTF Tour d'Auvergne
salle Jean Macé - 18 h 30
il y aura de la bouffe

Mardi 13 mars
débat sur l'antimilitarisme
sketch, montage diapos
salle J. Ferry - 18 h
(bouffe, buvette)

Vendredi 16 mars
débat sur « l'expression libre »
(journaux, radios...)
avec le journal *l'énergumaine*
des radios libres, etc.
Librairie « La tête en bas »

Samedi 17 mars
débat sur la justice, les prisons avec Denis Langlois (avocat) et Serge Livrozet (écrivain)
salle J. Macé - 18 h 30

Pendant toutes ces soirées les organisateurs tiendront une table de presse
De nombreux livres seront exposés à « La tête en bas » ainsi que des panneaux d'informations

---

Le groupe libertaire Louise Michel organise

SAMEDI 17 MARS
à 17 h 30

en son local
10, rue Robert Planquette
Paris 18e
un colloque-débat

VIETNAM-CAMBODGE
CHINE-URSS
LES GUERRES NATIONALES

Directeur de la publication
Maurice Laisant
Commission paritaire n° 55 635
Imprimerie « Les marchés de France »
44, rue de l'Ermitage Paris 20e
Dépôt légal 44 149 - 1e trimestre 77
Routage 205 - Publi Routage
Diffusion SAEM Transport Presse

Le groupe de Rennes (FA) organise un meeting

L'ANARCHIE AUJOURD'HUI

Salle de la Cité
Samedi 10 mars - 20 h 30

Tous les groupes en possession d'invendus du Monde Libertaire N°282 à 289 sont invités à en ramener à Publico en vue d'établir des collections

---

Le 8 mars

Toutes à la manif des femmes

Le groupe Victorine B appelle à la manifestation des femmes la nuit du jeudi 8 mars
Il ne s'agit pas de défiler pour commémorer et pleurer sur des souvenirs
Les femmes en ont ras-le-bol des sex-shops, des films pornos des publicités qui les prennent pour des objets
Les femmes ne sont pas les douces brebis bêlantes elles en ont marre de la condition dans laquelle on les enferme
Venez nombreuses
La presse quotidienne donnera les coordonnées

Le groupe de Limoges organise

SAMEDI 17 MARS

une journée

10 H POUR L'ANARCHIE

Salle Blanqui
place de l'hôtel de ville

L'après-midi des films seront projetés et suivis de débats

Les prisons et la lutte des incarcérés

Les radios libres et la liberté d'expression

La vasectomie et la contraception

L'antimilitarisme

En soirée le chanteur Serge Utge-Royo assurera la partie gala

Projection de diapositives sur les réalisations sociales dans l'Espagne 36-39 suivie d'un meeting-débat sur l'anarcho-syndicalisme

Bar et sandwiches

Voie libre n°10

organe de la liaison F.A. des cheminots

est paru

En vente à Publico 1 F

Une nouvelle affiche...

Le groupe de Montreuil vient d'éditer cette affiche qui peut être prise ou commandée à Publico aux prix suivants :

0,45 F à partir de 25 exemplaires
1 F l'unité au dessous de 25

Pas de commande au dessous de 10 exemplaires.

FACE A LA CRISE
UNE SEULE ISSUE

LA GREVE GENERALE AUTOGESTIONNAIRE ET EXPROPRIATRICE

FEDERATION
.DES ENTREPRISES AUTOGERÉES
.DES COMMUNES AUTO.ADMINISTRÉES

NI ETAT NI PATRON

FEDERATION ANARCHISTE
3 RUE TERNAUX PARIS

LE MONDE LIBERTAIRE
Rédaction-Administration: 3 rue Ternaux 75011 Paris
Tél. 805.34.08 CCP Publico 11 289 15 Paris

TARIF

	France	Sous pli fermé	Etranger
3 mois	50 F	78 F	55 F
6 mois	95 F	150 F	110 F
12 mois	180 F	280 F	210 F

* Tarif Etranger: RFA, Benelux, Suisse, Italie, Canada.

Abonnez vous

BULLETIN D'ABONNEMENT
à retourner 3 rue Ternaux 75011 Paris (France)

Nom..... Prénom.....
N°..... Rue .....
Code postal ..... Ville .....
à partir du N°..... (inclus). Pays.....
O Abonnement O Reabonnement
Règlement (à joindre au bulletin):
O Chèque postal O Chèque bancaire O Mandat-lettre
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande et 4 F en timbre poste.

La grève à la S.F.P.

Il y a 3 semaines, les personnels de l'ex-ORTF se mettaient en grève à l'annonce du plan de restructuration de la Société Française de Production décrété par le PDG Clermont-Tonerre, plan prévoyant de nombreux licenciements. Un camarade de la TV nous explique pourquoi cette grève et comment elle se déroule...

* * *

— Qu'est-ce que la SFP ?

— Société Française de Production, créée lors du démantèlement de l'ex-ORTF en 1974. Directement chargée de la fabrication et de la production des émissions dont l'INA (Institut National de l'Audiovision) est le centre de recherches au niveau des techniques audio-visuelles, des tournages, grands reportages, etc., que TDF se charge de retransmettre sur les ondes.

Elle fonctionne grâce aux hypothétiques commandes émanant des différentes sociétés de programmes (TF1, A2, FR3), lorsque celles-ci ne vont pas chercher ailleurs, à meilleur marché, des séries du style Mannix, Colombo et autres du même acabit culturel...

— Pourquoi cette grève à la SFP ?

— En 74, lors de l'éclatement de l'ORTF, le gouvernement Giscard nomme à la tête de la SFP le sieur Edeline, alors PDG de l'UGC, la chaîne de salles de cinéma bien connue...

Le remède miracle a alors une illumination utopiste : faire de la SFP le plus grand centre de télévision et de cinéma d'Europe, dans un style hollywoodien. Le lieu : Bry sur Marne.

Il s'entoure pour cela d'une clique de gestionnaires véreux (co-production cinématographique dont le chef de service était Jean Drucker, actuel bras droit du PDG Clermont-Tonerre), qui au bout de 4 ans de fonctionnement accuse un déficit de plusieurs centaines de millions, tout cela sans déranger l'UGC bien au contraire.

Ces investissements énormes ne peuvent être pris en charge par la société : plus de budget pour les réalisateurs, qualité des émissions en baisse, la production des rares émissions augmentent financièrement. Les sociétés de programmes se retournent alors vers des émissions toutes faites (USA, Angleterre, Allemagne...) mais restent toutefois dans le respect minimum du cahier des charges imposé par la loi de 1974.

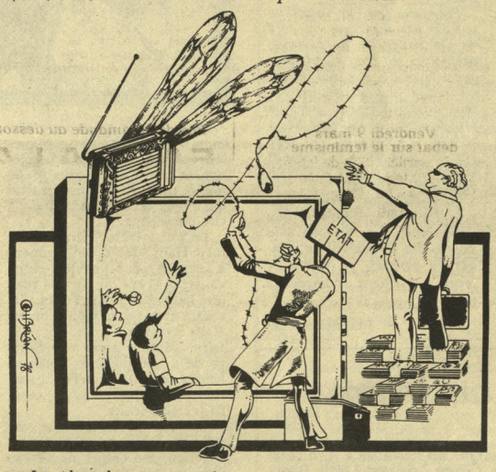
Ce déficit s'accroît, l'Etat n'est plus d'accord avec ce procédé, on propose donc à Labruce, nouveau PDG (2 mois de présence) de créer un plan de restructuration de la société avec les syndicats. L'Etat nomme un 3e PDG, Clermont-Tonerre (qui est l'un des principaux instigateurs du démantèlement de l'ORTF de 74) qui, lui, propose les licenciements en guise de plan de restructuration : 442 dans l'immédiat, au total 724 répartis sur 3 ans, ce qui amènerait la liquidation de la SFP à brève échéance, entraînant dans sa chute d'autres sociétés (INA, TDF).

Pour le rôle « actif » des syndicats, il suffit de se référer à l'attitude de la CGT : inaction et passivité. La base, par contre, impose un comité de grève et demande la « caution » des syndicats tout en gardant une certaine autonomie au niveau de la lutte : affichage sauvage sous les abribus de Decault, et un gala de soutien au cirque d'hiver. On serait en droit de se poser une question importante : pourquoi ne pas supprimer purement et simplement le programme minimum prévu par la loi ? Deux raisons à cela :

** les syndicats ne veulent pas se mettre hors-la-loi en passant outre,*

** ensuite, ce que beaucoup ignorent, c'est qu'en cas d'occupation intempestive des émetteurs, bloquant ainsi toute possibilité d'émettre, l'armée se verrait dans l'obligation de mettre en place, grâce à ses propres techniciens, un nouveau réseau de diffusion (Tour Eiffel : émetteur de l'armée sur tout le territoire).*

Mais le GIRATEV, circuit informatique de l'ensemble des sociétés, regroupant environ 150 personnes, est en grève totale depuis maintenant trois semaines, refusant la proposition de l'intersyndicale lui demandant de reprendre le travail ; unanimement la proposition est rejetée par l'ensemble de la société responsable du secteur informatique de l'ex-ORTF.



Le plan de restructuration proposé à l'Etat, sans en avertir, comme il se doit, le comité d'entreprise et les délégués du personnel, voit le PDG condamné par la cour d'appel de Paris.

A ce plan de restructuration, le personnel réagit alors violemment en occupant les Buttes-Chaumont, siège de la SFP. L'arrêt de travail immédiat des personnels de l'ORTF pour la défense des droits de la SFP, reprend l'ancienne tactique de lutte en occupant les secteurs clés, sans toutefois paralyser l'ensemble des émissions, le reste du personnel continuant à travailler afin d'alimenter les caisses du comité de soutien.

— Le rôle des syndicats dans ce conflit ?

— Les syndicats tentent actuellement de traiter non pas sur la suppression pure et simple de tous les licenciements (« Puisqu'il n'y a aucune issue possible » dixit l'intersyndicale), mais sur le moins de licenciements possible, avec possibilité de réinsertion des personnels de la SFP dans les autres sociétés de l'ex-ORTF, qui accompagnerait une mesure de pré-retraite à 55 ans dans l'immédiat à la SFP, puis dans les autres sociétés.

Un autre point important à soulever, c'est une certaine forme de sabotage de la grève tendant à rendre la lutte légitime des travailleurs aussi impopulaire que possible. Une odieuse manipulation du public tend à rendre responsable les grévistes du manque de « conditionnement » quotidien des téléspectateurs : « Si vous n'avez pas votre match de foot, votre film du soir, les émissions pour les enfants, il faut vous en prendre à ces sales grévistes qui vous nuisent et par là même risquent d'accroître les difficultés financières de la TV... »

Ce que le téléspectateur ne voit pas par ce conflit, c'est la négation de nouvelles potentialités en matière d'audiovisuel.

La population doit ainsi apporter son soutien moral à tout travailleur qui lutte pour son emploi, sa vie, son existence propre, sa raison d'être, qu'il soit de la SFP, d'Usinor ou d'ailleurs.

L'action directe et collective doit être une pratique simple et ponctuelle pour faire aboutir les revendications légitimes de tous les travailleurs en lutte. Un seul mot d'ordre : solidarité, action directe contre le patronat et l'Etat et action collective de tous les travailleurs.

A suivre...

Souscription

DALMENECHES	27
PACCOU	34
GUY	20
GRANIER	60
BAZIN	100
CABANNE	125
DECOTTIGNIES	100
FANJEAU	200
HOPITAL/MER	100
CORDONNIER	100
BAYARD	100
CRESSON	10
Gr. Kronstadt	200
GALICHET	119
PUBLICO	82
RIVELL	12
KAPPLER	10
ANONYME	44
Liaison Maule	40
Gr. de Marseille	500
RENARD	17
OLMO	10
Gr. Amiens	230
Gr. Victorine B.	50
BERRAUD	50
Gr. Troyes	65
NORMAND	18
PATRICE (Béziers)	100
Gr. Jacob	333
Gr. Goldman	50
ROSELL	10
LAVENUS-DELARUE	50
TEYSSIER	20
GUARDIOLA	100
LOPEZ	14
Gr. Malatesta	250
FARCY	10
Gr. Angers	90
TOTAL	3 450
TOTAL PRÉCÉDENT	37 522
NOUVEL AVOIR	40 972

Couturière le jour, prostituée la nuit,

Sylvie parle...

SYLVIE travaille à Barentin (petite localité à 17 km de Rouen). Le jour elle exerce la profession de couturière. La nuit... elle se prostitue. Elle a un fils, Thierry (2 ans) et vit seule. C'est parce qu'elle en avait marre et se sentait isolée qu'elle a éprouvé le besoin de parler et de dire ce qu'elle ressentait.

Bien que ces vaches de bourgeois
les appellent des filles de joie,
c'est pas tous les jours qu'elles
rigolent,
parole, parole.
Fils de pécores et de minus,
rit pas de la pauvre vénus,
cette putain dont tu rigoles,
parole, parole,
il s'en fallait de peu mon cher
que cette putain ne fut ta mère
parole, parole.

Georges Brassens

— Comment arrive-t-on à la prostitution aujourd'hui ?

— Oh! tu sais, il existe mille chemins! Pour moi il a fallu que j'aie un gosse. Le gars qui vivait avec moi s'est barré. Comme je ne gagne que 1 400 F par mois dont 500 partent pour le loyer, tu devines la suite. Trouver du travail c'est très dur et comme on menace de m'enlever mon fils, il a bien fallu m'en sortir, alors je me suis prostituée.

— Comment as-tu commencé ?

— Très dur, tu penses. C'est pas du jour au lendemain qu'on se met sur un trottoir et qu'on guette le client. D'abord j'avais envisagé de me trouver un gars qui m'entretienne. Mais c'est plus facile à dire qu'à faire. Et puis un jour j'étais dans la merde, il a fallu que je mette Thierry en nourrice. J'avais plus le choix. J'ai été à Rouen, mais c'était pas si facile, et dangereux. Les prostituées sont encadrées. Elles ont des souteneurs. Il existe des tarifs. Une fille qui veut se mettre à son compte a forcément des ennuis. Moi, il a fallu que je change plusieurs fois de quartiers afin de n'être pas ennuyée par les proxènètes.

— Pourquoi n'as-tu pas contacté des groupes de soutien ou des groupes femmes ?

— Si j'avais contacté des groupes de soutien, c'était reconnaître que je ne pouvais pas élever mon fils seule. Les groupes femmes à l'époque, je n'y ai pas songé. De plus j'ai été une fois à leur réunion, tu sais ces filles-là n'ont pas de problèmes de fric. Elles travaillent ou sont étudiantes. Elles se réunissent entre elles et ont toutes un engagement politique. Elles se seraient apitoyées sur mon sort, mais elles n'auraient rien pu faire pour moi.

— Depuis quelques années, les prostituées commencent à s'unir pour mener elles aussi leurs revendications. Où cela en est-il aujourd'hui ?

— C'est vrai, il y a quelques années les filles se sont associées mais le phénomène était surtout localisé dans de grandes villes : Paris, Bordeaux. Le reste, rien! Les filles avaient trop peur, tu penses! De plus, aujourd'hui le mouvement est à zéro. Entre les proxénètes, certains clients et les flics, on est servi.

— Tu parles des proxènètes, de clients et des flics, tu peux préciser ?

— Depuis l'agitation des prostituées, les proxènètes ont eu peur eux aussi. Ils ont resserré les rangs et mieux contrôlé les filles. Parfois ils ont donné quelques avantages, c'était pour mieux nous garder. Les flics, eux, c'est autre chose! Quand tu vois leurs bagnoles la nuit, il vaut mieux que tu te tires, sinon ils arrêtent pas de t'ennuyer.

— On a déjà arrêté des flics pour proxénétisme.

— Bien sûr! Dame! ils ont besoin eux aussi de faire leurs fins de mois. De plus, ils sont déjà dans la place forte. Ils ont accès aux fichiers, connaissent les proxènètes et les quartiers de prostitution. Les proxènètes menacent de te faire casser la gueule si tu refuses de « travailler » pour eux. Les flics, eux, te font chanter afin de mieux te tenir.

— Quelles sont aujourd'hui les revendications d'une prostituée ?

— D'abord être traitée comme un être humain. Faire prendre conscience que si on vend notre corps, c'est pas gagner du fric tout en se faisant sauter. Si on en vient là, il existe bien une raison : c'est parce que cette pourriture de société nous y pousse. C'est ça qu'il faut dire aux gens! Ensuite qu'une fille ne soit pas sous le coup des proxénètes ou emmerdée par les flics. Enfin, avant tout, qu'il existe une organisation où les prostituées seront reconnues et pourront se faire entendre.

— Un syndicat en quelque sorte ? Ne penses-tu pas que le plus urgent serait de prévenir la prostitution ? Se battre pour qu'existent des organismes qui aident les filles avant qu'elles ne tombent comme toi dans la prostitution ? Tout en se battant pour vos revendications!

— Sans doute. Mais dans les conditions actuelles c'est impossible. Trop de monde est impliqué là-dedans. Tu serais surpris si je te disais qui on y trouve. On a une trop mauvaise image : fille facile, salope, etc. On est trop mal considéré. La preuve : il y a quelques années, quand des filles ont occupé une église à Paris, les flics nous ont expulsées manu-militari. Les bons paroissiens (nos meilleurs clients) ont trouvé cela normal. Par contre quand les disciples de Lefèvre ont occupé St-Nicolas du Chardonnet, personne n'a bronché.

— On parle de réouvrir les maisons closes, qu'en penses-tu ?

— Il s'agit tout simplement d'officialiser la prostitution, c'est tout! Mais il y aura toujours les mêmes salauds pour nous diriger.

— On est peut-être naïf, mais on pense que quand existera une société sans classes ni Etat, donc véritablement libre et égalitaire, il n'y aura plus de prostitution ?

— Peut-être, aussi il faut se battre tout de suite.

Merci Sylvie.

Entretien réalisé par Olivier (Gr. Delgado-Granados de Rouen) et Pascal (sympathisant)

Equipement de choc contre squatt d'animation

DEPUIS quelques temps, on voit à Tours comme dans d'autres villes, des gens s'installer dans des maisons inhabitées afin de résoudre leurs problèmes de logement. Attenter ainsi à la propriété privée inoccupée s'appelle squatter. De fait, ces habitations délaissées par leurs propriétaires sont autant de non-sens à une époque où l'on parle de crise du logement. Par conséquent, les squatteurs occupent en nombre ces propriétés abandonnées qui reprennent vie sous leur impulsion.

Il ne s'agit pas de s'approprier mais d'habiter. Un exemple récent, à Tours, celui de la rue des Docks. Encore plus récemment, un groupe de gens encouragés par le succès de la rue des Docks, décide d'ouvrir un squatt-animation. Il est question dans cet objectif de faire d'une maison vide un lieu de rencontre au sein d'un quartier dépourvu de toute activité (socio-culturelle). Finalement, le souhait de ce groupe est, par l'intermédiaire d'un squatt, de donner une nouvelle impulsion et, à plus longue échéance, de rompre l'anonymat des cités de béton.

C'est pourquoi le dimanche 4 février, le 81 de la rue de la Mairie à La Riche, se voit investi par une vingtaine de jeunes dans le but de réaliser ce projet d'animation. Malgré son abandon, cette maison de La Riche est parfaitement habitable et se situe à proximité « des grands ensembles de l'ennui ». Les premiers jours, l'aménagement préoccupe les habitants du squatt tandis qu'ils se voient réveillés le matin de bonne heure par quelques képis bienveillants. Cette visite matinale répond à la plainte déposée par un inconnu se disant responsable de la maison. Suite à cette intervention, les représentants de l'ordre les invitent vertement à quitter les lieux.

Or, il s'avère que cette maison appartient à l'Etat depuis plusieurs années, en raison du percement prochain d'une rocade à cet endroit. Ainsi, cette maison vouée à la démolition est abandonnée par l'Equipement, responsable de ce projet de route. Néanmoins, ces messieurs de l'Equipement s'empressent de venir sur place et constatent la profonde détermination des squatteurs. Pour eux, il va s'agir de mettre un terme à cette « aventure » proposée par des jeunes et qui, manifestement, leur fait peur.

Autres visiteurs de marque : le garde-champêtre et le secrétaire de mairie de La Riche qui, apparemment, ne s'opposent pas au squatt. En outre, la maison squattée est le point de mire de photographes « amateurs » en renault 4 bleue.

Spontanément, des enfants du quartier à la recherche d'activités viennent participer à l'élaboration de ce squatt-animation. Quelques ateliers qu'ils ont eux-mêmes proposés sont lancés avec l'espoir qu'ils se débarrassent du conditionnement scolaire, et peuplent les murs de leur imagination. Après une après-midi crèpes où les enfants se sont déguisés, certaines personnes prévoient de projeter des films gratuitement au squatt. Des tracts et des affiches devant la maison montrent cependant aux adultes qu'ils peuvent aussi participer. Ce n'est que vers la fin de la seconde semaine que l'opposition au squatt-animation se manifeste violemment :

— d'abord le vendredi 16 février, profitant de l'absence des squatteurs, un commando enfonce une porte, arrache une fenêtre et brise méthodiquement toutes les vitres. S'ajoute à cette action violente, la « disparition » du journal du squatt. Suite à ce coup dur, la vie se réorganise malgré le froid.

— trois jours plus tard, c'est l'assaut final. Lundi 19 février, la maison n'est plus qu'un tas de pierres. Les hauts dirigeants de l'Equipement ont lâché leurs monstres motorisés contre les murs du squatt. La mairie de La Riche se dit à peine informée!... Par ailleurs, EDF-GDF coupe précipitemment le gaz alors que le monstre a déjà écrasé sa victime.

Il est inévitable de faire le rapprochement entre ces deux dates. D'abord intimidation puis répression. Etait-il nécessaire de raser cette maison qui reprenait vie, vu que le projet de rocade est loin d'être admis par la population. Finalement, le fait de détruire la maison pour un projet lointain de rocade est l'occasion de détruire en même temps un squatt d'animation qui menaçait cette urbanisation oppressive imposée par l'Equipement.

Les gens du squatt,
81, rue de la mairie
La Riche (porté disparu)

A lire

L'ARCHITECTE, LE PRINCE ET LA DÉMOCRATIE

de Michel RAGON

39 F

L'HOMME ET LES VILLES

de Michel RAGON

33 F

Un aperçu du racisme quotidien à Marseille

ALORS que le nombre des chômeurs ne cesse d'augmenter, provoquant dans tout l'hexagone de violentes réactions du côté des travailleurs qui commencent sérieusement à douter de l'efficacité des principales centrales syndicales, ce dont bien sûr nous nous réjouissons, les agressions et les crimes racistes, eux aussi, se multiplient. Depuis 6 ans, plus de 73 crimes ont été commis, dont on a toujours pas retrouvé les auteurs, sans compter évidemment les agressions de toutes sortes pour lesquelles la ville de Marseille détient, à elle seule, un bien singulier record. Il est de plus en plus fréquent d'assister, au hasard des rues, à des interpellations d'immigrés à la clef, coups de pieds et de poings pour les faire monter dans les cars.

Mais, mieux qu'un long discours, le rappel de quelques faits qui se sont succédés dernièrement, va vous permettre de mieux mesurer le climat racial qui règne actuellement dans la cité phocéenne.

Le 23 novembre dernier, Ahmed Hadj Mohidi est emmené à l'évêché par 3 policiers en civil, venus le cueillir chez lui pour une histoire de vestes volées. Reconnu très rapidement comme étant étranger à toute cette histoire, Mohidi sera néanmoins gardé à vue pendant plusieurs heures durant lesquelles il sera roué de coups et notamment dans les testicules.

Le 24 novembre, lors d'un contrôle de police Aziz Benarioua, Algérien, est l'objet de sévices dans un car de police, retenu ensuite 12 heures à l'évêché, il en ressort les lèvres éclatées et la main fracturée ; Le 25 novembre, Hadj Kalifa, juriste tunisien voulant secourir une femme que des hommes veulent entraîner dans une voiture, téléphone de chez lui à la police. Lorsqu'il arrive dans la rue, plus personne, sinon le car des flics arrivé entre temps. Un policier s'adresse à lui en le tutoyant, Kalifa demande à ne pas être tutoyé et reçoit pour toute réponse plusieurs coups de poings au visage.

Le 7 décembre, opération de guerre : à 4 h du matin, le foyer Sonacotra situé rue Félix Piat est bouclé par d'importantes forces de police. A 6 h, c'est l'assaut à coups de pieds et de poings, les CRS sortent les 400 résidents, une quarantaine d'entre eux sont emmenés à l'évêché où ils subiront le régime traditionnel.

J'en arrive maintenant à une affaire qui a provoqué nombre de réactions, celle de Youssef Sassi, tunisien, domicilié à Martigues et résidant en France depuis bientôt huit ans. Le 29 décembre dernier, gare St-Charles qui, on le sait, n'est pas l'endroit rêvé pour tous ceux qui ont la peau basanée, Youssef a du mal à faire admettre à un employé la régularité de ses papiers présentés à l'appui d'un chèque en paiement d'un billet. Naïvement, Youssef fait appel à deux flics et, bien entendu, très vite la situation se retourne contre lui. Emmené au poste de police le plus proche, il va y subir le traditionnel passage à tabac. Voulant porter plainte, il est conduit aussitôt à l'évêché où, là, il va s'entendre retenir contre lui une affaire de vol pour laquelle il aurait fait 6 mois de prison. Renseignements pris, il s'agissait tout simplement d'un homonyme. Après un jour et une nuit passés à l'évêché, Youssef est présenté à un juge qui, devant l'incohérence du dossier, le relâche aussitôt. Youssef se rend alors chez un médecin qui atteste des violences qu'il a subies, ecchymoses à la face, etc., et porte plainte pour refus de vente, injures racistes, coups et blessures. Dans le même temps, il est de son côté inculpé d'« outrage et rebellion à agent » par le même juge d'instruction qui a enregistré sa plainte. Pure coïncidence évidemment! Mais ce n'est pas tout, l'affaire va en effet prendre des proportions plus grandes. Cinq jours après avoir porté plainte, le préfet de police engage une procédure d'expulsion contre Youssef. Le 13 janvier, le commissariat de Martigues remet à Youssef une convocation pour comparaître devant la commission d'expulsion. Le 6 février, entre temps donc, l'avocat M° Cohen, a pris connaissance du dossier. Il est vide! Youssef est accusé, on s'en serait douté, de troubles de l'ordre public. Il se trouve également que Youssef est militant syndicaliste. La préfecture de police affirme, quant à elle, que l'expulsion de Sassi n'a rien à voir avec sa plainte ni avec ses activités syndicales. Ben voyons! Le 6 février, Youssef comparaissait devant la commission d'expulsion. Celle-ci s'est donnée 2 mois de réflexion pour rendre son verdict qui, à moins d'un miracle et malgré une certaine mobilisation, sera sans doute « positif » (expulsion).

Le plus drôle, c'est cette remarque du MRAP, contenue dans son appel déjà signé, paraît-il, par de nombreuses personnalités (des prix nobels et même G. Séguy en personne, mais oui...) qui constate comme en découvrant la lune, qu'aujourd'hui tout recours à l'instance judiciaire expose les immigrés à des pressions policières qui peuvent aller jusqu'à l'expulsion du territoire. Allons Messieurs, depuis quand la justice sert-elle la cause des opprimés ? Il serait peut-être temps d'ouvrir les yeux et d'envisager d'autres formes d'actions.

Denis LAROUSSINIE

Un barrage sur la région roannaise

(suite)

Suite à l'article passé dans Le Monde Libertaire *du 1er février, il est utile de préciser aujourd'hui que :*

— le coût financier du barrage n'est plus de 17 milliards mais de 45 milliards... Comme quoi tout augmente... si vite.

— les militants du Comité de défense des gorges de la Loire, passés en procès pour : 1) publication et diffusion de fausses nouvelles et de pièces fabriquées, mensongèrement attribuées à des tiers, simulation d'alerte appelée plan ORSAC (voir l'article s'y rapportant) ; 2) non-indication de l'imprimeur sur un tract, ces militants ont donc été condamnés à :

— relaxe pour la première accusation...

— 300 F d'amende à chacun des accusés... pour non-indication de l'imprimeur sur un tract.

Pour une fois, la justice ne semble pas avoir été du côté de ces bourgeois de la sous-préfecture du coin. Il est vrai que cela est dû, sans nul doute, à l'attitude des accusés qui surent admirablement faire le procès direct et indirect de la société, et aussi grâce au rapport de force de la population locale ayant ce jour-là rempli la salle du tribunal.

Gageons pour l'avenir que cela donnera du mordant aux condamnés, fera prendre à la population conscience du danger du barrage, et servira de leçon aux chiens de garde de l'Etat.

Marc (Roanne)

Le P.C. et le nucléaire

« La Bretagne ne peut pas échapper au nucléaire ». Qui peut bien tenir de tels propos ? Boiteux ? Barre ? Giscard ? Non, Georges Marchais, secréataire général du Parti Communiste Français. Le 23 février à Carhaix, en Bretagne, Marchais a tenu à frapper du poing sur la table une fois pour toutes en matière d'énergie nucléaire. Et c'est dans cette optique que Marchais a cumulé les déclarations en faveur du nucléaire : *« Certains veulent enfoncer les Bretons dans un ghetto lorsqu'il s'agit du nucléaire... Quand on voit ce qui se passe au sud-est asiatique, on a tieu d'être bien plus inquiet que pour l'implantation d'une centrale nucléaire en Bretagne »*. Comme on peut le constater, les arguments volent bas en cette saison...

D'ailleurs, Marchais, énervé, lancera : *« Les Bretons n'ont pas que des qualités, ils ont trop souvent voté à droite... Les Bretons intelligents savent maintenant où est la vérité »*. C'est donc faire preuve de qualité que de voter à gauche!

Il est certain qu'il doit être assez difficile pour l'électeur de voter pour une gauche qui n'en est pas une, socialistes et communistes s'entendant très bien avec les partis de droite pour la défense du nucléaire, c'est-à-dire du capitalisme. Quant à la vérité qui serait découverte après les discours communistes, permettez-nous, camarade Marchais, d'en douter. Nous y trouverions beaucoup plus de démagogie et d'esprit réactionnaire... mais sans doute ne sommes-nous pas assez intelligents.

Aller tenir de tels propos parmi une population qui lutte maintenant depuis plusieurs années contre les divers projets d'implantation de centrales nucléaires qui se sont succédés en Bretagne, c'est lui cracher purement et simplement à la gueule et soutenir ouvertement le haut capitalisme des multinationales (Westinghouse et Cie...) mais quoi d'étonnant à cela, la société « communiste » que nous propose le sieur Marchais n'est-elle pas une version un peu plus sophistiquée du capitalisme privé, à savoir le capitalisme d'Etat ?!

On espère au moins qu'après de tels propos frisant l'injure, les populations luttant contre le nucléaire sauront où se trouvent leurs ennemis et que, d'une façon plus large, le peuple français saura ce qui l'attend si le parti communiste prend un jour le pouvoir.

Louis-Gr. Elisée Reclus-Angers

Humanisme

Subversion et pêche à la ligne

LE pauvre capitaine Ycre, du 5e Régiment de Chasseurs de Périgueux (Dordogne) s'est vu contraint de démissionner. Il avait eu pourtant le courage d'écrire tout haut ce qui est chaudement encouragé tout bas. Une de ses instructions d'exercice contenait le mot « torture », traitement qu'il pensait infliger à un paisible pêcheur à la ligne (peut-être pour lui faire avouer le nombre de poissons qu'il avait réussi à capturer sournoisement ...). Il faut dire que sous le paisible costume de taquineur de truites moyen se cachait perfidement un déserteur de l'armée ennemie, un de ceux qui viennent jusque dans nos sillons égorger, etc. (air connu)...

L'émotion qu'ont suscitée de telles consignes, s'étaye sur le fait que les conventions de Genève interdisent la torture. C'est du moins l'opinion couramment répandue. Il faut savoir que les conventions de Genève ne s'appliquent qu'en cas de conflit entre les seules forces armées de pays les ayant ratifiées (cela a permis d'ailleurs aux troupes soviétiques et hitlériennes de s'entr'égorger sans aucun scrupule lors de la 2e guerre mondiale, car l'URSS n'avait pas signé les conventions).

En cas de guerre civile, les conventions de Genève comptent pour du beurre. Un ensemble de dispositions tendant à protéger le maximum de personnes avait pourtant été prévu par le projet de Protocole II aux conventions de Genève de 1949. Afin de passer du projet à la réalité, le Comité International de la Croix-Rouge l'a soumis, en avril 77, à la conférence diplomatique sur la réaffirmation et le développement des droits humanitaires (si l'on peut dire!) applicables en cas de conflits armés. Mais ces dispositions ont été, de vote en vote, article après article, purement et simplement supprimées.

Cela signifie que les gouvernements en place auront le droit d'ignorer souverainement les conventions de Genève lorsqu'ils devront se défendre contre des « rebelles » (ou « ennemis intérieurs »). A moins que ceux-ci ne soient reconnus comme faisant partie de mouvements de libération dûment agréés par la Ligue Arabe, l'Organisation de l'Unité Africaine, et c'est à peu près tout.

C'est ainsi que le projet d'article 22, intitulé « Quartier », qui interdisait *« d'ordonner qu'il n'y ait pas de survivants, d'en menacer l'adversaire ou de conduire la lutte en fonction de cette décision »* a été effacé.

A été également éliminé l'article 21 interdisant la perfidie, c'est-à-dire *« des actes qui font appel à la bonne foi de l'adversaire dans l'intention d'en abuser »*, par exemple *« simuler une situation de détresse, en particulier en abusant d'un signe de protection universellement reconnu ; simuler un cessez-le-feu, une négociation de caractère humanitaire ou une reddition ; simuler avant l'attaque la qualité de non-comabattant ; user au combat des signes distinctifs de l'adversaire. »*

Il n'est pas surprenant dès lors, que l'article 23 qui interdisait d'utiliser indûment le signe de la Croix-Rouge ait été escamoté. De même que l'article 25 tendant à définir la « personne civile » et la « population civile », ou encore l'article 30 qui autorisait le personnel de la protection civile à poursuivre ses tâches lors des conflits armés de tout ordre.

Il va de soi que les Etats tiennent à se défendre contre leurs « dissidents » réels ou potentiels et, surtout, contre leurs minorités nationales. Mais qui aurait pensé que ce serait au point de parvenir à faire adopter la suppression de l'article 22 bis, qui accordait la *« sauvegarde de l'adversaire hors combat »* ?

La conférence a encore rejeté les paragraphes 2 à 5 de l'article 33 concernant l'activité des sociétés de secours provenant de l'extérieur du pays. Elles seront désormais, en cas de rebellion, considérées comme des ingérences dans les affaires intérieures de l'Etat (selon la formule consacrée).

Au surplus, la Croix-Rouge internationale ne sera plus autorisée à se livrer à des recherches sur le sort des disparus afin de pouvoir transmettre des nouvelles à leur famille, comme le prévoyait l'article 34.

Cependant, l'exécution de la peine de mort avant la fin du conflit armé, interdite dans le cas de conflit international, sera autorisée du fait de la suppression du paragraphe 5 de l'article 10, lors de ces « guerres injustes » que sont les rebellions contre l'Etat. Pour couronner le tout, le paragraphe 6 dudit article, permettant d'accorder l'amnistie, la grâce ou la commutation de la peine de mort, a été également supprimé.

Enfin, pour ceux qui n'auraient pas encore compris, l'article 10 bis, qui interdisait la violation de certaines *« règles humanitaires fondamentales »*, a été également rejeté.

Les conventions de Genève, un des bréviaires des organisations se prétendant humanitaires, ne sont en fait qu'une série de règles d'un jeu macabre pour gens avertis que sont les militaires, exclusivement. Dormons sans crainte, si les pêcheurs à la ligne risquent d'être torturés, les bouchers en uniformes, par contre, ne le seront pas et pourront, tout à leur aise, continuer leur sinistre besogne.

Bernard APPY
Joëlle TOMASINI
Gr. Elisée Reclus-Aix

A lire

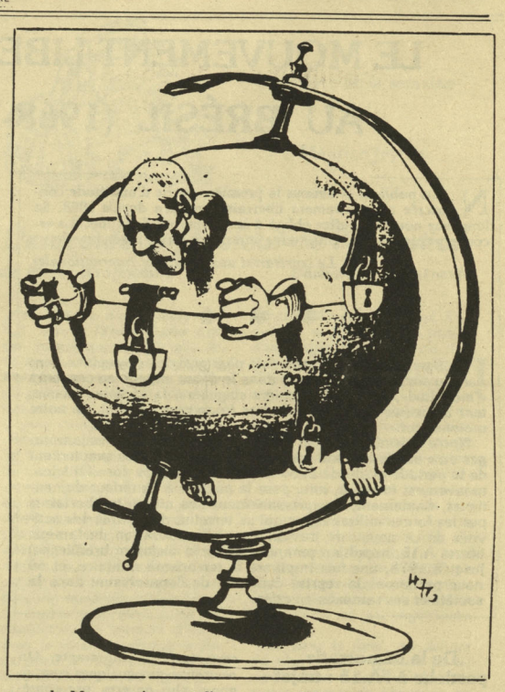
L'ANTIMILITARISME EN FRANCE

de J. Rabaut

En vente à Publico 45 F

Sur le front des guerres politiques et économiques

Le conservatisme et le nationalisme, voilà les ennemis !



Carter, Brejnev, Deng Xiaoping, et à l'étage au-dessous Giscard, Schmidt et Callaghan, piétinnent sans avancer, paralysés par des déchirures imprévisibles qui se produisent dans le tissu qu'ils avaient eux-mêmes confectionné pour se protéger. Barre et ses collègues du marché commun se cramponnent à leur indice des prix, Brejnev fait sa grosse voix en suppliant qu'on le retienne avant qu'il fasse un malheur, Carter pleurniche ses bons sentiments qui ne font pas forcément une bonne politique, alors que Begin défend bec et ongles un lopin de terre chargé de cet explosif que personne n'a encore désamorcé et qui est la bêtise humaine. Partout la puissance de feu pulvérise les frontières. On se bat en Asie, on se bat en Afrique, ces terres bénies du colonialisme économique qui a succédé au colonialisme politique et militaire. En Ethiopie, les deux clans s'affrontent ainsi qu'au Yémen et en Ouganda. La lutte est à peine terminée en Angola, au Zaïre ou autre part. Combats classiques me direz-vous ? Qui opposent les deux impérialismes qui se disputent le monde ? Voire! Dans la Corne d'Or de l'Afrique, l'Ethiopie et l'Erythrée se réclament toutes deux du progressisme, l'Ouganda et le Tanganyka également! Comme d'ailleurs la Chine, le Laos, le Vietnam, le Cambodge! Et c'est à cet instant où apparaît, non plus la coupure classique entre les deux impérialismes, mais à l'intérieur de chacun d'eux, que le danger devient terrifiant. Il s'agit alors d'un divorce entre les membres d'une même famille au moment du partage des acquis, et ce divorce fait éclater le christianisme ou le marxisme, les idéologies « internationalistes » qui leur servaient de ciment, ce qui obligera ces deux impérialismes non seulement à se livrer des combats de front un peu partout dans le monde, mais de s'introduire chez l'adversaire pour le désagréger de l'intérieur. Et cela au nom du « nationalisme » et du « conservatisme »!

Le nationalisme et le conservatisme, voilà les ennemis du genre humain! Ce sont eux qui ont permis à la spiritualité chrétienne de se déchirer pendant des siècles, et au marxisme de nos jours de « porter en son sein la guerre comme la nuée porte l'orage ». Ce nationalisme et ce conservatisme, qui n'ont pas encore entamé l'Islam à la recherche de son unité impérialiste, conduiront infailliblement les peuples, dans des temps à venir, vers ces abattoirs gigantesques dont les autres spiritualités portent la responsabilité devant l'histoire.

Oui, à l'origine des camps de concentration en Russie, en Allemagne, en France ou autre part, il y a le nationalisme, tous les nationalismes, celui de Marchais comme celui de Chirac. On tue au nom de Jésus ou au nom de Marx, mais en réalité derrière ces personnages majestueux mis sur le devant pour spiritualiser le crime, on tue pour le clan, la tribu, la nation! On a parfois discuté qui, de la religion ou de la patrie, avait fait couler le plus de ce beau sang rouge qui est le vrai miracle de la nature. On a eu tort! C'était le même sang qui coulait sur l'autel de ces deux pouffiasses. Oui, à l'origine de l'exploitation économique, il y a le conservatisme, celui de Mitterand comme celui de Giscard qui, à travers des mots différents, à des degrés différents, maintiennent les hommes dans le système d'exploitation de l'homme par l'homme. On a parfois discuté qui, du libéralisme ou de la social-démocratie, était le plus responsable de l'exploitation économique. On a eu tort! Ils portent la même responsabilité, à des stades différents, suivant la conjoncture du moment. Et partout où le libéralisme et la social-démocratie se sont implantées, les classes privilégiées continuent à exploiter les masses. Ce qui est important, le plus important, ce n'est pas le degré d'exploitation des hommes, c'est le fait qu'ils soient exploités... car à cet instant, à l'exploitation de l'homme par l'homme s'ajoute son avilissement devant la gamelle qu'on lui pousse devant le nez, avec le pied.

Le monde est en train de basculer, « guetté par les barbares », c'est-à-dire par ceux qui veulent le reconstruire à l'endroit. Des gens bien intentionnés vous mettent en garde : « Attention, soyez sages, vous risquez par vos révoltes de mettre en danger la démocratie... d'attirer le fascisme ». Merde! De toute façon nous aurons une sorte de fascisme, c'est-à-dire les contraintes que le capital nous imposera pour régler ses contradictions. Pour se sortir des retombées de ce monde en convulsions, la politique de l'autruche n'est plus de saison! On nous pousse à Munich... imposons la Commune!

Maurice JOYEUX

Publicité parue dans *Le Monde*

En affaires, il faut être sur place avant les autres.

Nous savions déjà que nous étions les « dindons exploités » de la gigantesque farce capitaliste. Désormais il nous faudra en plus admettre que nous ne sommes, prolétaires, que de pauvres zèbres destinés sans nul doute à être glorieusement dépecés par nos lions de bourgeois et technobureaucrates. Et après ça les « mass-médiocres » asservies mais néanmoins distinguées, vont certainement, dialectiquement d'ailleurs, nous expliquer que le capitalisme c'est tout ce qu'on veut excepté la jungle. Ah! sacrée ménagerie!

LE MOUVEMENT LIBERTAIRE AU BRÉSIL (1968-1978)

NOUS publions ci-dessous la première partie d'une étude consacrée au mouvement libertaire brésilien depuis 1968. Sa longueur nous a en effet obligé à la publier en deux fois. La seconde partie paraîtra donc dans le numèro du 15 mars.

Le secrétariat aux Relations Internationales

* * *

LES perspectives chaque fois plus grandes du replacement du socialisme libertaire dans le débat engagé en ces jours d'incertitude, reflète, de manière singulière, la véritable lacune, tant alimentée par les autoritaires (marxistes ou non), de notre mouvement.

Notre objectif, dans cet essai, est de parler, sans escamotages ou « oublis », d'une étape contemporaine, plus exactement de la période allant de 1968 (activités du centre Jose Oiticica, mouvement étudiant, lutte pour le pouvoir à l'intérieur du centre et, finalement, l'emprisonnement des militants libertaires par les forces militaires, ce qui se termina pas l'arrêt des activités de ce noyau de travail, avant l'instauration du fameux décret A.15, impulsion paranoïaque de la dictature brésilienne) jusqu'à 1978, une fois implanté le terrorisme militaire, et où nous percevons la reprise évolutive de l'anarchisme dans la société et ses rameaux en crise.

De la démocratie postiche à l'A.15 : trajet

Dès le début de 1968, une série de faits laisse clairement entendre que des tentatives de rebellion vont survenir. De cette manière, dès les premiers mois, à la rentrée des classes, on nota une grande agitation étudiante, non seulement au Brésil mais aussi dans le reste du monde, contenant une forte charge de restructuration générale des cadres traditionnellement rendus muets à partir du coup d'Etat de 1964. Or, comme il fallait s'y attendre, les étudiants de plusieurs pays envahirent les rues et les places, luttant pour de meilleures conditions d'existence.

Le mouvement libertaire, dont le fonctionnement, beaucoup plus théorique que pratique, peut être résumé au fonctionnement du centre d'études Jose Oiticica, fut pratiquement statique dans les premiers moments de la révolte qui, de plus en plus, prenait des proportions grandissantes de saturation devant le pouvoir. Cependant, après quelques mois, on résolut de s'organiser avec les forces vives de l'époque, passant à un travail de conscientisation de la situation du pays, à travers des cours, causeries, conférences, et, discrètement, en appuyant le mouvement revendicatif.

Pour parler de la tentative de solidarité envers les forces en activité, nous nous référons à des attitudes sympathiques, à des rencontres sporadiques au siège du centre d'études, qui finirent par éloigner les étudiants car il y avait un manque absolu de direction dynamique des discussions, c'est-à-dire que Paris et Madrid étaient la « note tonique » régnant dans les discussions, laissant les problèmes de chez nous le plus souvent au second ou troisième plan.

Le mouvement libertaire, limité à ses « puissants » dirigeants, cessa de se situer directement dans le panorama du débat et de la participation à cette phase. Il s'agissait d'hommes déjà discrédités et attachés à des principes politiques dépassés, étrangers aux désirs émergents, éloignés des aspirations nécessaires et croissantes de la masse étudiante et ouvrière.

Rien. Rigoureusement rien ne fut fait en vue d'une intégration dans la lutte. Au contraire, les scissions et les divisions croissaient de manière alarmante : compagnons écartés, relations rompues publiquement, racontars et intrigues montrent l'ambiance qui règnait au cours de cette étape si importante. On ne trouva pas quelques compagnons plus ouverts, par conséquent moins accessibles à la déblatération générale, et le centre d'études ferma ses portes d'une manière lamentable.

Pendant ce temps, avec une organisation faussement désintéressée mais vivante, les diverses tendances de gauche (des plus rigides aux plus flexibles) occupaient les espaces de la révolte, aidant le développement des luttes, stimulant des groupements autonomes, promouvant des activités avec les travailleurs, attirant l'attention vers la crise traversée par l'Etat.

La solidarité - formule souvent prononcée et quasiment jamais appliquée - était dans les faits. Il y avait des manifestations énormes, quasi-journalières, il y avait le soutien de plusieurs classes (artistes, ouvriers, journalistes) qui, donnant un appui total au mouvement qui avait éclaté, contribuaient par tous leurs moyens, à le fortifier et à le stimuler.

Les libertaires, pourtant, s'enfonçaient dans l'embrouillage poussièreux des querelles (il est nécessaire que nous le reconnaissions, nous anarchistes de la génération nouvelle qui, dans cette période pseudo-démocratique, une fois la tempête passée, sommes actifs et organisés dans la lutte pour l'abolition de la dictature), insistant sur cette thèse absurde de non-approchement avec les secteurs agissant, militant, négligeant par cette position rétrograde, une rare occasion favorable que les idées anarchistes et anti-autoritaires avaient entre les mains durant ces évènements. Ils se turent, il faut le dire.

De la démocratie amorcée à l'A.15, radicalisation

Malgré l'appareil répressif qui se mit à fonctionner merveilleusement pour l'Etat, regroupant les trois armes : armée de terre, de l'air et marine, les débordements continuèrent, prenant des dimensions nationales, se répercutant sur la vie du pays.

Grèves, manifestations publiques, réexamen des structures anticulturelles telles que les comités contre la censure des pièces de théâtre, des livres et, surtout, de l'indéfectible droit d'emettre des opinions, de participer à la réalité. Ames bouillantes d'un potentiel turbulent et par essence anti-autoritaire.

Les étudiants, identifiés à la libéralisation, luttaient obstinément contre l'occupation et la transformation des universités en parcs à moutons des puissants.

Le Brésil en entier se tourna vers la question dominante des exposés faits dans la rue : ou le pouvoir, s'appuyant sur l'absurde force de l'arbitraire, réagirait en désespoir de cause, ou les luttes jointes, quoiqu'un peu désarticulées, assumeraient la situation.

Comme c'était à prévoir, la baguette étatique ne tarda pas à s'abattre. Des prisons pleines, une régression des initiatives publiques pour la libéralisation, et l'A.15 est décrété avec, pour prétexte, un discours prononcé à la Chambre par Marcio Moreira Alves, qui était alors député d'orientation catholique progressiste.

Le fameux A.15, destructeur des libertés, fut utilisé la première fois dans le but de casser les mandats de parlementaires et de journalistes « dans la mire » depuis quelques temps, qui, ne soutenant pas la dictature établie, dénonçaient, selon leurs possibilités, les aberrantes tentatives de suppression des libertés fondamentales.

Evidemment, une fois passée la période des « cassations », la répression s'orienta vers l'emprisonnement progressif des suspects d'avoir attenté à l'ordre public. Ainsi, de nombreuses personnes furent arrêtées sommairement, sans aucune possibilité de défense ou d'explication.

Atteintes par de tels « instruments » (aujourd'hui appelés « sauvegardes »), les diverses organisations furent ruinées et détruites. Le centre d'études Jose Oiticica, à partir de la délation de l'un de ses visiteurs occasionnels, fit l'objet d'un procès intenté par la justice militaire. Il est inutile de parler de l'emprisonnement de ses affiliés (dirigeants ou non), des tortures qu'ils ont endurées durant l'« interrogatoire », etc. Il est évident que seul un des participants du centre ne fut pas emprisonné, grâce à de « gentils services » rendus aux bourreaux en uniformes.

Nombreux furent donc les compagnons soumis à la torture. Ces camarades, indépendamment des discordances que nous pouvons avoir avec eux, se comportèrent comme de véritables révolutionnaires, à tous moments, conscients de leurs responsabilités. Justice leur soit faite : encore une fois, fait déjà habituel, le libertaire, l'anarchiste, se comporta à la hauteur de ses convictions émancipatrices, sans sourciller, ferme au combat. Félicitations à ceux qui résistèrent bravement aux supplices, aux interrogatoires brutaux de l'insolente bande des officiers de justice. Ils étaient éditeurs, de professions libérales, ouvriers, étudiants, écrivains de la plus haute expression morale et intellectuelle. Aucun d'eux n'a tergiversé, ne s'est découragé devant tant de brutalités.

En somme, les consciences vives du pays étaient plongées dans le bourbier de la dictature. Marxistes, anarchistes, socialistes des tendances les plus diverses, des courants de pensée les moins protégés, se virent subitement plongés avec les autres êtres humains du Brésil dans les ténèbres criminelles d'une incommensurable répression.

De nouveau, le mouvement libertaire, cette force vive, souffrit une brusque interruption.

Nelson ABRANTES

* Deuxième partie à paraître : *Du bâillonnement total à la réapparition anarchiste.*

Chronique du goulag ordinaire

MOZAMBIQUE — Les flics sud-africains continuent à flinguer de plus belle les écoliers noirs (encore un mort à Durban le 1er mars). Pendant ce temps, les relations économiques entre l'Afrique du sud fasciste et le Mozambique marxiste-léniniste se portent de mieux en mieux (merci!). Chaque jour, plus de 15 000 tonnes d'exportations sud-africaines transitent par les ports du Mozambique. En fin de semaine dernière, les bourgeoisies des deux pays ont signé un chaleureux accord avec pour but principal le doublement de ce désintéressé transit d'ici 1980.

Prolétaires exploités, que votre peau soit blanche ou qu'elle soit noire, que vous surviviez dans les taudis de Johannesburg ou de Lourenço Marques, sachez une fois pour toutes que pour vos maîtres, l'argent se fout royalement de la couleur de la peau qui sue pour le produire. Quant au traité d'amitié et de coopération que la RDA vient de signer avec le Mozambique, lui, il s'en contrefout totalement!

MADAGASCAR — La « République démocratique » qui trône là-bas vient de décider que *« toutes les sociétés nationalisées devaient nécessairement avant mai prochain »* prendre la forme sublime et subtile *« d'entreprises socialistes »*. Il faut bien mystifier les serfs pour qu'ils acceptent les corvées, dans cette charmante île on semble, comme ailleurs, l'avoir bien compris!

U.R.S.S. — Selon des statistiques officielles, 80% des investissements dans la construction d'entreprises industrielles sont immobilisés dans des chantiers inachevés (qu'est-ce que ça doit être dans la « réalité réelle »!)

La bourgeoisie occidentale, elle, continue d'investir chez son homologue orientale ; LMT, filiale française du groupe Thomson-CSF, vient de signer un accord avec la bourgeoisie étatique d'un montant de plus de 425 millions pour la livraison d'une usine de fabrication de centraux téléphoniques.

Au moment de mettre sous presse, nous apprenons que Mustapha Djemilev (voir ML n°301) qui, en tant que militant du peuple tatar, a déjà purgé dix ans de camps à régime sévère, devrait être de nouveau jugé à Tachkent prochainement.

BULGARIE — Petite rubrique de l'économie quotidienne : avec un salaire moyen de 2 levas par jour (c'est le prix d'un kilog de riz), le prolo moyen (lui aussi) a de plus en plus de mal à se chausser (la paire de groles rustiques est à 36 levas).

60% de la main-d'œuvre kolkosienne est en chômage pendant les 5 mois d'hiver (non payés, eh ouil) elle subsiste alors avec ce qu'elle a pu mettre de côté pendant les 7 autres mois.

Pour 1979, 350 000 lycéens et étudiants sont poliment priés d'effectuer des travaux gratuits pour la patrie, 1 mois et demi durant l'année, ce qui fait globalement 12 millions de journées de travail (sans commentaire)...

BUSINESS — Les affaires marchent à merveille pour l'oncle Sam quand il commerce avec les apôtres de la faucille et du marteau. Grâce à eux, au cours des douze mois écoulés, le capitalisme yankee a réalisé un excédent budgétaire qui progresse de 54% par rapport à 1977.

Les exportations américaines vers l'URSS ont augmenté de 38%, passant de 1 500 millions de dollars à plus de 2 200 millions de dollars ; avec la Chine les exportations sont passées de 171 millions à plus de 820 millions de dollars. Quant aux rapports avec les autres pays de la sphère orientale du capitalisme, même s'ils sont moindres, ils n'en ont pas moins constitué pour la bourgeoisie nord-américaine, des profits non négligeables et d'ailleurs non négligés.

Gr. Commune de Kronstadt

INFORMATIONS INTERNATIONALES

hollande

DANS LA PRESSE LIBERTAIRE — Le premier numéro de 79 de *De Vrije socialist*, organe de la fédération libertaire des Pays-Bas, contient un important article de notre camarade Bervoets qui dresse un panorama des divers mouvements anarchistes et anarcho-syndicalistes en France. Une partie de ce numéro traite de l'antimilitarisme et de l'insoumission totale : appel pour une manifestation à Arntern où le militant anarcho-pacifiste et insoumis total Willem Bosma passait en jugement le 15 février.

Une heureuse initiative : *De Vrije socialist* dresse la liste de tous les journaux, revues, cahiers qui, en France, paraissent sous une étiquette libertaire et, de près ou de loin, peuvent être rattachés à l'anarchisme. Cette liste est extrêmement complète (trop, diront certains) et donne sur chaque publication les renseignements utiles. On demeure stupéfait quand on en fait le compte : 72 publications! Le « monolithisme » n'est pas un défaut anarchiste!

L'ACTION DES SYNDICATS — Une certaine agitation s'est manifestée dans le bâtiment, la métallurgie et chez les fonctionnaires. Pas question de la semaine de 35 heures, revendication rejetée pour un avenir lointain et jugée utopique! On réclamait une augmentation de 20 florins (40 F) que les patrons ont jugé trop élevée. Les syndicats se sont déclarés prêts à abandonner cette revendication si des conversations s'engageaient avec le patronat pour le maintien de l'emploi. Tacitement, les syndicats officiels acceptent que les ouvriers fassent les frais de la crise.

espagne

LA DÉSERTION DES ÉLECTEURS ESPAGNOLS — Après des mois de savant matraquage; après des mois d'une intense campagne électorale dans laquelle se sont engloutis par millions les pesetas que la « crise » ne permet pas de donner aux travailleurs, l'Espagne a encore voté, jeudi 1e mars, pour désigner, comme on dit, ses représentants aux Cortes, le parlement espagnol.

Le fort pourcentage d'abstention enregistré lors de la dernière consultation électorale devant approuver la Constitution, avait plongé tous les politiciens de ce pays dans une profonde inquiétude. On nous avait expliqué, dans de savantes analyses, que c'était en grande partie « la faute » des Basques dont les représentants dans les diverses formations nationalistes de cette région, avaient appelé à bouder les urnes.

Cette fois pourtant, ces mêmes partis basques appelaient leurs fidèles à accomplir ce geste libérateur qui consiste à voter, mais il faut croire que la crainte de voir à nouveau une forte abstention se faire jour habitait encore toute la politicaillerie espagnole car, dès que la campagne électorale fut lancée, articles, éditoriaux et déclarations multiples condamnant l'abstentionnisme se sont multipliés un peu partout.

Hélas (pour eux), tout cela n'aura pas servi à grand chose, car une fois de plus le taux d'abstention a atteint 32%, ce qui peut être considéré comme énorme étant donné l'importance qu'on a tenu à donner à cette consultation, et l'intérêt porté généralement à toute élection législative partout où l'on vote librement.

On pourrait croire que ce qu'il y a eu de plus terrible au cours des 40 années de fascisme traversées par l'Espagne jusqu'à la mort de Franco, a été pour le peuple de ne pouvoir voter tant les consultations se suivent. Coup sur coup, une bonne partie du peuple espagnol vient de montrer que ce petit jeu lui était indifférent, et l'on peut sans aucun doute affirmer que la tradition anarchiste a joué là un rôle non négligeable. Qu'à cela ne tienne, en avril on remet ça pour les municipales...

Nouvelles arrestations à Barcelone

La police de Barcelone a arrêté, mardi 27 février, onze personnes qu'elle accuse d'être en relation avec des « groupes autonomes armés » d'inspiration anarchiste, et auxquels elle reproche plus précisément des détentions d'armes et d'explosifs, ainsi que de s'être livré à des actes de terrorisme contre divers tribunaux de Catalogne, et des vols à main armée.

La Fédération Locale de la CNT de Barcelone a tenu le même jour une conférence de presse au cours de laquelle elle a précisé que 3 des détenus étaient membres de la confédération. La CNT a par ailleurs déclaré que leur détention était illégale, affirmant que ces camarades sont des anarcho-syndicalistes et rien d'autre.

Franquisme, monarchie démocratique, le sort des libertaires espagnols reste décidément le même. Encore 11 personnes emprisonnées qui n'auront pas pu prendre part aux élections du 1e mars. Après cela, on se plaindra d'avoir un fort pourcentage d'abstention...

OÙ EN EST L'AFFAIRE KLEBANOV ?

A la fin janvier de l'année 1978, un groupe de travailleurs soviétiques annonçait la création d'un « syndicat libre » pour défendre de manière effective « les droits des travailleurs en URSS ».

La plupart des membres de ce groupe étaient alors sans travail, certains depuis plusieurs années, licenciés pour avoir simplement protesté contre des « abus graves ». L'un de ces ouvriers, Vladimir Klebanov, avait été licencié d'une mine du Dombass (région métallurgique d'où - ironie du sort! - l'illustre bête de somme Alexis Stakhanov, sous les auspices de la bourgeoisie stalinienne, avait lancé le mouvement de vaste « réorganisation du travail socialiste ») pour avoir « dénoncé » la fréquence d'accidents graves, provoqués par la fatigue d'une journée de travail « trop longue ». Il avait alors été interné pendant quatre années dans un hôpital psychiatrique.

Début février, Klébanov, avec deux de ses camarades, tenait une conférence de presse au cours de laquelle il rendait publics les statuts du « nouveau syndicat »* ainsi que la lettre ouverte que ce dernier envoyait à l'OIT.

A la mi-avril de la même année, le « syndicat libre » a officiellement demandé d'être enregistré comme « syndicat indépendant des travailleurs soviétiques ». Le syndicat affirmait dès lors *« contribuer à l'application pleine et entière de toutes les lois**, de tous les règlements soviétiques régissant les relations du travail, de permettre la défense des travailleurs et d'assurer aux citoyens la possibilité d'une aide juridique pour la solution des conflits du travail. »*

A cette époque, deux membres du groupe étaient déjà en prison : Poplavski et Yankov, d'autres en hôpitaux psychiatriques : Nikolaïev et Klebanov.

Et si début mai Vladimir Klebanov est sorti de l'hôpital psychiatrique de Donetsk, il n'en est parti que pour être aussitôt transféré en prison...

Plusieurs mois après, rien n'a fondamentalement changé, ni la politique répressive que développe le capitalisme d'Etat à l'encontre des travailleurs qui récusent l'esclavage qu'il implique, ni la subordination lamentable qui caractérise ses valets médicaux, judiciaires et syndicaux.

Aujourd'hui, comme le prouve le texte que nous vous présentons ci-dessous au nom de la Coordination anti-autoritaire des pays de l'est***, les dernières informations que nous avons sur le problème vous montrent et démontrent une fois de plus que face aux rouages carcéraux et internationaux du salariat et de l'Etat, la crapulerie des syndicats orientaux n'a d'égale que le misérabilisme de leurs confrères occidentaux.

Gr. Commune de Kronstadt

** Les statuts du syndicat ainsi qu'une analyse les accompagnant, seront prochainement publiés dans un dossier à venir...*

*** La constitution en tant que telle sera l'élément essentiel de ce dossier sur la réalité juridique quotidienne en URSS contemporaine...*

**** La coordination anti-autoritaire des pays de l'est est un rassemblement d'anarchistes bulgares, russes, hongrois, auquel se sont joint des anarchistes français, dont notre groupe, pour effectuer un travail de documentation internationale.*

Internationalisme prolétarien

LORS d'une conférence internationale récente sur la sécurité du travail dans les mines, qui a eu lieu dans la ville minière de Katowice en Pologne, le « syndicat britannique des mineurs » a posé la question du sort de Vladimir Klebanov. Ce syndicat a présenté au représentant officiel du syndicat soviétique des mineurs, Efremenko, un ample dossier de documents, préparé par Amnesty International, qui indique clairement que la tentative de Klebanov de fonder un « syndicat libre » pour défendre réellement les intérêts des travailleurs, avait attiré sur lui les poursuites les plus dures de la part du pouvoir.

Cependant, le dirigeant du syndicat soviétique des mineurs avait des explications toutes prêtes pour répondre aux questions des syndicats britanniques. Efremenko déclara que Klébanov, *« après avoir reçu un coup à la tête lorsqu'il travaillait à la mine, était devenu psychiquement anormal »*, et pour être plus convaincant il ajouta que Klebanov *« s'était séparé de sa femme et s'était mis en ménage avec une autre femme plus jeune »*. Puis Efremenko dit encore que *« Klebanov était un juif qui avait de riches parents en Israël et que c'étaient ces parents mal intentionnés qui tentaient de créer en URSS un syndicat indépendant »*. Pourquoi ces parents d'Israël avaient-ils besoin de créer un syndicat à Moscou ? Cela, Efremenko n'a pu l'expliquer...

L'organisation Amnesty International a, elle, déclaré qu'elle avait à sa disposition le témoignage d'un psychiatre de Moscou, qui avait examiné Klebanov et l'avait trouvé *« tout ce qu'il y a de plus normal »*. Dans la déclaration de ce psychiatre, Volochenovitch, il est dit que Klebanov *« répond pleinement de ses actes, accomplis au moment où, selon l'accusation, il aurait soi-disant violé les lois soviétiques »*. Toutefois, le syndicat britannique des mineurs décida d'accepter les explications fournies par Efremenko. Son représentant déclara : *« Que pouvions-nous faire ? Nous n'aurions pu que traiter Efremenko de menteur »*. Craignant pour l'avenir des « relations d'amitié » avec les syndicats soviétiques, les syndicalistes britanniques décidèrent alors « d'enterrer cette affaire »...

En vente à Publico

LA RÉVOLUTION INCONNUE

par Voline

3 tomes 28,50 F

Le livre de la semaine

par

Maurice Joyeux

L'entraide, un facteur de l'évolution

de Pierre Kropotkine ***Edition de L'Entraide***

CEUX de nos lecteurs qui ont lu l'épais dossier que nos camarades du groupe de Troyes ont consacré à Pierre Kropotkine, ont pu se rendre compte de l'universalité des connaissances d'un homme qui fut le plus complet de nos théoriciens et qui mêla étroitement les connaissances scientifiques de son temps aux spéculations économiques, sociales, culturelles, pour construire une proposition communiste libertaire qui, par bien des côtés, est encore actuelle. Certes, depuis qu'il écrivit L'entraide *ces connaissances se sont développées, et dans son excellente préface Francis Laveix nous fait le point sur l'évolution des sciences historiques et naturelles depuis la fin du siècle dernier. Mais les Editions de l'Entraide, en republiant cet ouvrage, nous permettent de comprendre sur quelles fondations sérieuses Kropotkine a bâti une œuvre tout entière consacrée à une transformation sociale radicale.*

Darwin avait bâti sa thèse sur l'origine des espèces à partir de la sélection naturelle et Monod, de nos jours, reprendra ce terme pour expliquer le cheminement de la vie à travers le milieu. L'entraide *de Kropotkine n'est rien d'autre que l'histoire de l'adaptation par l'entraide des espèces poussées par leur instinct de survie. Qu'à propos de l'espèce humaine il existe un sens de l'altruisme qui pousse les êtres à l'association, c'est autre chose! Pour ma part, je ne crois pas beaucoup aux sentiments innés, donnés par Dieu ou par la nature. Je crois bien plutôt que l'être est construit sur l'instinct et que cette morale chère à Kropotkine n'est rien d'autre qu'un reflet de la nécessité d'exister. Mais où Kropotkine a parfaitement raison, c'est lorsqu'il souligne ces sentiments associatifs qui aident l'humanité à se défendre contre ce qui menace toutes les individualités qui la composent. Et après tout, l'association n'est peut-être pas autre chose que le réflexe de protection individuelle qui se manifeste contre les dangers inhérants au milieu. Mais l'association n'est un bien en soi qu'à partir du projet qu'elle se fixe comme but. La constitution des classes, comme les guerres, sont issues d'associations du même type que les multiples associations que l'auteur nous décrit et qui enjambent les siècles.*

Et dans le fond, en dehors du plaisir qu'on éprouve en lisant ce livre, à découvrir les moments ignorés de l'histoire, ce qui reste le plus enrichissant c'est justement la volonté de vivre qui pousse les hommes à modifier le milieu, ce qui aboutit peut-être pas à libérer chez l'homme une morale donnée du bien (sait-on vraiment ce qu'est le bien ?), mais à créer des conditions différentes entre les hommes suscitées par un milieu différent. Et les anarchistes à ma manière, comme aurait dit Armand, pensent que c'est justement à partir d'une construction économique harmonieuse qui relève de la spéculation intellectuelle, que l'homme qui n'est ni bon ni mauvais mais qui, pour survivre, est essentiellement opportuniste, peut établir des rapports libertaires et égalitaires.

Si je vous dis que cet ouvrage est clair et fort bien construit, vous aurez deviné qu'il a sa place dans votre bibliothèque auprès de ceux qui construisirent la pensée anarchiste.

SOUSCRIVEZ

POUR LE MONDE LIBERTAIRE HEBDO

Théâtre

Elektra

Théâtre Oblique

IL est curieux d'assister à la présentation d'une œuvre de Sophocle dans un espace restreint comme au théâtre Oblique. Malgré cette réduction de l'espace scénique, les tragédiens savent s'adapter à cette nouvelle dimension. *Elektra*, du traducteur et poète Hugo Hofmannsthal, reste une œuvre d'une belle envergure et mérite d'être toujours entendue, même et surtout en notre époque mécanicienne. Dans la simple mise en scène de messieurs Barcena et Brucher, avec les éclairages de Lebrima et Meloux, on perçoit l'envoûtement du verbe décrivant les péripéties de la tragique famille du roi Agamemnon. Reconnaissons à Hofmannsthal, ce brillant viennois qu'admirait Stefan George, d'avoir remarquablement transmis l'histoire sinistre contée par Sophocle. Peut-être le poète viennois pressentait-il sa propre fin tragique ? Souvenons-nous qu'il mourut à 55 ans (1922), tombant foudroyé en prenant place en tête du cortège funèbre de son fils.

L'interprétation comprend Bénédite Ardiley et Maïté Nahyn ; leur prestance et leur jeu scénique sont excellents. Quant à la diction, je dois reconnaître qu'elle souffre essentiellement d'une articulation médiocre et d'un débit trop rapide dans les scènes de violence. Arda Brokmann campe merveilleusement l'intrépide et passionnée Elektra, mais, comme ses compagnes, elle doit soigner son articulation. A beau texte, belle articulation. Jacques Brucher joue, avec justesse, le dur rôle d'Oreste, puis Egiste, nous découvrons un excellent comédien. Si les choix du Gœthe Institut continuent sur cette lancée, de beaux spectacles nous attendent.

Francis AGRY

La lutte des classes et le nouveau mouvement social

Je t'aime... moi non plus !

APRÈS les nouveaux philosophes, les nouveaux romantiques, les nouveaux historiens, les nouvelles femmes et même les nouveaux monstres, voici maintenant que le nouveau mouvement social fait timidement son apparition au hit-parade des gadgets idéologiques. Le sociologue Alain Touraine s'en fait le chantre dans ses derniers ouvrages (1) et dans un « document de la semaine » du *Nouvel Observateur*. A priori, vu le dérisoire de l'intégralité de ses honorables confrères en nouveauté, la tentation de lui prédire le même avenir - ce que durent les roses de la mode - est très forte. Pourtant, la notion de nouveau mouvement social présente un caractère de sérieux qui la différencie fondamentalement des autres étoiles filantes du bla bla novateur. Une première raison pour les révolutionnaires de ne la prendre à la légère. De plus, en s'appuyant sur un certain nombre de luttes radicales qui se déroulent actuellement en dehors du mouvement ouvrier, le nouveau mouvement social débouche insensiblement sur une remise en question de la lutte des classes, une nouvelle analyse du capitalisme, une nouvelle lecture de sa logique évolutive, une nouvelle stratégie de la révolution...

La crise qui secoue actuellement un marxisme empêtré dans son économisme désuet et sa tendance viscérale au déterminisme primaire, comme le tragique des désespérés de l'avenir qui se noient littéralement dans une révolte au présent complètement dénuée de toute perspective, forment en effet les éléments constitutifs d'une situation de vide idéologique que le nouveau mouvement social et ses promoteurs ambitionnent plus ou moins de combler. Difficile de rester de glace devant cette prétention qui n'a rien de... nouvelle!

Le nouveau Capital : le Paganini du changement dans la continuité

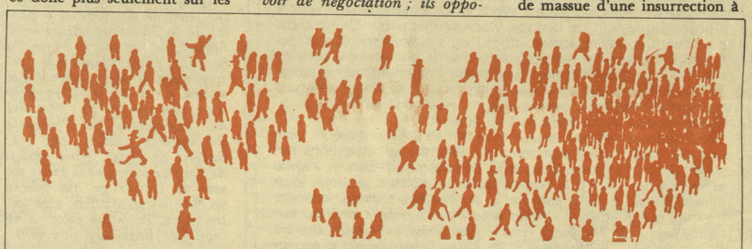
Tenaillé par les impératifs d'une restructuration en profondeur rendue nécessaire par l'apreté d'une concurrence internationale désormais sans pitié, le Capital se trouve aujourd'hui contraint de mettre son cœur à nu. Inflation et chômage font irrésistiblement voler en éclats les promesses d'hier. Les beaux discours sur la démocratie libérale avancée ou sur la société de consommation qui devait permettre à chacun de croquer à pleines dents le myrifique gâteau ou les miettes d'un PNB à la croissance soi-disant infinie, s'envolent au vent de la crise économique. La triste et intangible réalité du système de l'exploitation et de l'oppression de l'homme par l'homme apparaît de nouveau au grand jour. Jamais depuis longtemps la situation n'avait été aussi claire, l'impuissance du capitalisme à évoluer vers la justice sociale aussi flagrante, la réalité de la lutte des classes aussi évidente, la nécessité d'un monde nouveau aussi impérieuse.

Fondamentalement, le capitalisme n'a donc pas changé de nature. Le conflit fondamental dans lequel se jouent les orientations historiques reste bien celui de la production où s'opposent exploiteurs et exploités. Aussi, à l'heure où le nord de la France et la Lorraine mobilisent toutes leurs forces vives contre la crise de la sidérurgie, il faut faire preuve d'une certaine audace pour oser affirmer, comme le fait Touraine, que le terrain de la lutte des classes s'est déplacé, abandonnant l'usine et l'atelier pour les espaces infinis où évolue le nouveau mouvement social. Le genre de propos à faire hurler ceux que l'exploitation économique ramène chaque soir dans leur ghetto, les muscles las et le cerveau vide. Et pourtant!

Si l'on s'arrête in instant à examiner l'argumentation qui sous-tend la notion de nouveau mouvement social, il est difficile de résister à la séduction de sa cohérence. La société, nous dit-on, se produit par les conflits dont elle est l'enjeu ; c'est à travers eux qu'elle choisit son orientation, son futur, sa manière de vivre. Loin d'être des contradictions provisoires préparant la grande harmonie de la société future, les conflits sociaux et les luttes témoignent de la vitalité d'une société. Vouloir les étouffer débouche inévitablement sur la violence ou le totalitarisme et en ce sens, une société sans conflit, figée, intemporelle, serait une société morte. Bref, sans s'en rendre compte, Touraine rejoint ici Proudhon contre Marx, il démolit l'utopie d'une société sans classes et sans contradictions. En « découvrant » que la vie est mouvement perpétuel, il sape à la base l'édifice pseudo-scientifique du matérialisme historique, il réduit à néant la théorie mécaniste qui voudrait que l'histoire ait un sens, un début et une fin. Un bon point donc pour Touraine.

Le postulat de l'interprétation de l'évolution d'une société donnée à travers les conflits qui la traversent étant posé, l'intérêt de savoir quels sont les plus fondamentaux devient évident. Le capitalisme, nous dit Touraine, a profondément évolué. *« Aujourd'hui, le pouvoir ne consiste plus seulement ni même principalement à organiser le travail des ouvriers et la fabrication de biens d'usage. Il consiste de plus en plus à créer des technologies, des connaissances, des images, des symboles, des envies, des modes. De grandes entreprises se créent dans le domaine de l'information, des soins médicaux, des plans d'urbanisme et bien entendu des activités militaires dont les industries spatiales et nucléaires sont filles ».* La domination de la technocratie qui orchestre cette nouvelle réalité du Capital ne s'exerce donc plus seulement sur les travailleurs dans les usines et les bureaux, mais également sur tout le monde. En clair, le capitalisme s'efforce de dégager du terrain de l'industrie traditionnelle pour investir un certain nombre d'autres secteurs de l'économie où l'exploitation pourra s'effectuer plus en douceur et surtout, où s'étendant à la vie quotidienne, elle pourra pénétrer dans la tête des gens. Bref, l'image du capitalisme traditionnel, bien qu'encore fortement présente à l'heure actuelle, appartient déjà au passé ; nous vivons une période de mutation où ce qui doit mourir tente désespérément de résister à ce qui commence à naître. Les faits sont là : le Capital redivise actuellement la production au niveau mondial, les industries traditionnelles, grosses consommatrices de main-d'œuvre, étant appelées à devenir l'apanage des pays en voie de développement et les industries de pointe, plus sophistiquées, hyper-technicisées, celui des pays occidentaux. Si on ajoute à cela la réorganisation économique qui est en train de s'opérer à l'intérieur du cadre européen, on comprend mieux la problématique de la crise qui touche aujourd'hui avec tant d'acuité le nord et l'est de la France. On comprend mieux que Touraine puisse affirmer que la lutte des classes soit appelée dans un proche avenir à quitter son terrain d'expression privilégié : l'usine et l'atelier.

Comme on peut le constater, le raisonnement tient debout. Partant d'une analyse de la réalité présente du capitalisme, il distingue entre les anciens conflits, images d'un passé qui s'estompe, et les nouveaux qui déterminent déjà l'évolution future. La lutte des classes n'est pas niée, mais en la remisant au rang de survivance d'un passé révolu, on élabore finalement une nouvelle stratégie de la révolution tout entière axée autour du nouveau mouvement social. Que ce dernier soit présentement d'une très grande faiblesse n'a en fin de compte que peu d'importance. Après tout, les premiers groupements ouvriers du milieu du 19e siècle n'étaient pas plus conséquents : leur force résidait dans le fait qu'ils représentaient l'avenir. *« Les conflits les plus aigus ne se déroulent plus principalement à l'intérieur des entreprises où les syndicats ont finalement acquis un certain pouvoir de négociation ; ils opposent plutôt les grandes entreprises et nous-mêmes qui subissons leur emprise dans notre vie sociale. C'est souvent hors de l'usine que s'exercent les dominations les plus sauvages. Je ne dis pas et je ne dirais jamais que le mouvement écologiste, le mouvement des femmes, le mouvement occitan sont plus importants que le mouvement ouvrier, ni même qu'ils sont en tant que tels d'une importance centrale. Mais je dis que même s'ils sont d'une extrême faiblesse, c'est à travers eux que pourra apparaître le mouvement social central de notre temps. »*



Foule abandonnant le terrain usé de la lutte des classes (à gauche) pour rejoindre les rangs du nouveau mouvement social (à droite)

Voilà qui a le mérite d'être clair. La réalité naissante du nouveau capital, celui qui existera demain, implique de ne pas s'obstiner à vouloir maintenir un faisceau de pratiques issues d'une lutte des classes qui a son avenir derrière elle. Pour coller à cette nouvelle réalité et la combattre avec un maximum d'efficacité, il est impératif de se mettre à l'écoute voire à l'école du nouveau mouvement social. Tout un programme!

Le nouveau mouvement social : l'illusion du changement débouche toujours sur le changement d'illusions

Dans le sillage d'un printemps trop bref, un grand vent de contestation s'est levé dont on mesure encore mal toutes les conséquences. Certes, les flammèches qu'il allume aujourd'hui aux quatre coins de la vie n'ont plus l'éclat brutal d'il y a dix ans ; la révolte se présente comme plus diffuse, et en constatant son émiettement et sa parcellisation, on pourrait être tenté de conclure à son essoufflement. Femmes en lutte, antinucléaires, écologistes, marginaux, adeptes de l'éducation anti-autoritaire... quand il leur arrive de crever l'écran mouvant de l'actualité, apparaissent généralement comme des phénomènes bien particuliers, parfois épisodiques mais jamais liés ou reliés les uns aux autres. Le Larzac, Bobigny, Malville... arrivent à pénétrer la conscience collective, mais c'est pour y laisser la trace d'un souvenir ponctuel. Comprendre que les cent mille coups d'épingle d'une subversion éclatée à l'infini contribuent tout autant que le coup de massue d'une insurrection à blesser à mort le Capital, demande à l'évidence un certain effort de réflexion!

L'unité entre ces différents secteurs de luttes est pourtant bien réelle. Le ciment qui rassemble les éléments constitutifs de la nébuleuse que d'aucun appelle nouveau mouvement social, est même à toute épreuve. Il prend la forme d'une volonté fantastique de changer la vie ici et maintenant, de conjuguer la révolution au présent et au quotidien. Cette révolte contre le Vieux Monde a même réussi, et c'est bien cela qui est véritablement nouveau, à briser les chaînes infernales d'une dialectique de la résignation qui, au nom d'un futur aux échéances sans cesse repoussées, enferme le présent dans les compromis et les compromissions. Oui, c'est tout autant et même peut-être davantage contre les idéologies qui ont confisqué l'espoir du changement pendant des lustres que la critique du Vieux Monde se fait les crocs. C'est ainsi par exemple que la plupart des valeurs et des concepts qui sous-tendent l'existence des idéologies issues du marxisme (social-démocratie, stalinisme, trotskysme...) ont essuyé un tel feu roulant de remises en question, qu'à la prochaine tempête révolutionnaire, nul doute que le bateau de leurs ambitions politiques n'ait tendance à faire eau de toute part. La crise du militantisme ronge lentement mais sûrement des appareils politiques tellement obnubilés par leurs soucis de faire entrer la réalité historique dans leurs schémas pré-établis pseudo-scientifiques, qu'ils ne s'aperçoivent même pas que l'histoire s'invente tous les jours et se passe fort bien de leur concours. Assurément, l'intérêt fondamental du nouveau mouvement social réside tout entier dans la prise de conscience que c'est sur les cendres encore fumantes du Capital, mêlées à celles des usurpateurs de l'espoir révolutionnaire qu'il sera possible de rebâtir un monde nouveau.

Cela donne une toute autre dimension au nouveau mouvement social, une dimension que Touraine voudrait gommer peu ou prou, celle d'une alternative globale aux deux systématiques de l'oppression que sont le capitalisme et le socialisme autoritaire. Ne va-t-il pas jusqu'à affirmer que les nouveaux mouvements sociaux se développeront et s'unifieront difficilement s'ils ne trouvent pas un relai et une expression sur le plan strictement politique. *« Il serait dramatique dans un pays comme la France que le parti socialiste se révèle incapable de devenir l'interprète du nouveau mouvement social. »*

Le prophète du nouveau mouvement social se trouve là démasqué dans sa dérisoire tentative de récupération. Il sait bien que le nouveau mouvement social est l'expression de la révolte contre le Vieux Monde, il sait bien que ce Vieux Monde se compose à la fois du capitalisme et de ses alternatives dites de gauche, il sait tout cela, mais... la conclusion lui fait peur. Une révolution culturelle, non sire, une révolution!

Mieux vaut fermer les yeux, jouer sur les ambiguïtés d'un nouveau mouvement social qui en est encore à se chercher une identité. En ce sens, opposer le nouveau mouvement social à la lutte des classes se révèle être d'une suprême habileté. Femmes en lutte, écologistes, homos, régionalistes, marginaux... éprouvent en effet une telle déception à l'égard du mouvement ouvrier, que les inciter à se complaire dans la réalité étriquée d'une stricte contre-culture, a toutes les chances de trouver des oreilles attentives. Surtout, surtout, qu'ils se cantonnent à ce rôle de mouche du coche! Le mouvement ouvrier est dépassé, que les acteurs du nouveau mouvement social ne perdent surtout pas leur temps à s'y investir! Pensez, si le nouveau mouvement social arrivait à fédérer sérieusement les différents éléments constitutifs de sa réalité, s'il affirmait ostensiblement ses perspectives sociales, s'il s'engageait résolument sur la voie de la lutte des classes... que de choses il pourrait se passer!

La notion de nouveau mouvement social pue littéralement de la gueule quand elle sort de la bouche de Touraine, elle entretient l'illusion du changement en jouant habilement sur les ambiguités d'une nébuleuse qui alterne le meilleur et le pire, elle n'est qu'une tentative social-démocrate pour désamorcer la révolte contre le capitalisme et le fascisme rouge.

Le nouveau mouvement social, celui qui pourrait être l'amorce d'une authentique révolution sociale, est encore à construire. Pour ce faire, il a assurément besoin de toute la richesse et la vitalité des écologistes, marginaux... et autres, mais il a également besoin de pénétrer en force le terrain économique, d'écouter les voix qui montent des usines, d'attaquer le Capital sur le terrain du Profit. En se posant ainsi comme alternative globale au Vieux Monde, et en s'incluant dans la dynamique de la lutte des classes, ce véritable mouvement social réalisera à plus ou moins brève échéance ce que Touraine redoute tant... la révolution sociale!

Jean-Marc RAYNAUD